

Overwegende dat de erkende diensten voor hulpverlening aan de jeugd te kampen hadden en nog moeten hebben tijdens de pandemie die verband houdt met de verspreiding van het coronavirus COVID-19, met name door het verschijnen van de meer besmettelijke variant Omicron, en de daaruit voortvloeiende gezondheids crisis, met investeringen in persoonlijke en collectieve beschermingsmiddelen; dat deze aankopen tot extra en uitzonderlijke kosten hebben geleid;

Overwegende het glijdende mechanisme tussen de personeelskosten en de werkingskosten waarmee rekening kan worden gehouden bij de berekening van de definitieve subsidie voor personeelskosten, voorzien in artikel 56, § 3, van het bovenvermelde besluit van de Regering van 5 december 2018 en de vermelde plafonds voor residentiële en niet-residentiële diensten;

Overwegende het glijdende mechanisme tussen de personeelskosten en de werkingskosten waarmee rekening kan worden gehouden bij de berekening van de definitieve subsidie voor personeelskosten, bedoeld in artikel 27, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming en de vermelde plafonds voor de opleidingsdiensten;

Overwegende dat deze plafonds voor het jaar 2022 verhoogd moeten worden om de financiën van erkende diensten voor hulpverlening aan de jeugd te verlichten. De werkingskosten van de door de hulpverlening aan de jeugd goedgekeurde diensten worden namelijk rechtstreeks en negatief beïnvloed door de aankoop van beschermende uitrusting, waaronder maskers (twee per kind per dag), zelftests, ...Reiniging en desinfectie van woon- en ontmoetingslokalen heeft ook een negatieve invloed op deze begrotingen;

Overwegende dat deze maatregel terugwerkende kracht tot 1 januari 2022 moet hebben om enerzijds deze verschuiving tussen beroeps- en werkingskosten voor het jaar 2022 effectief te maken en anderzijds erkende diensten in staat te stellen de gemaakte kosten te rechtvaardigen bij de aankoop van beschermingsmiddelen in het kader van de subsidie die hun voor het jaar 2022 wordt toegekend;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2021 betreffende de hulpverlening aan de jeugd in het kader van de tweede golf van de COVID-19-crisis worden de woorden « 2020 en 2021 » vervangen door de woorden « 2020, 2021 en 2022 ».

In artikel 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « 2020 en 2021 » vervangen door de woorden « 2020, 2021 en 2022 ».

Art. 2. In artikel 2 van bovenvermeld besluit worden de woorden « 2020 en 2021 » vervangen door de woorden « 2020, 2021 en 2022 ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2022.

Art. 4. De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juli 2022.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/15435]

6 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 145 et 149 ;

Vu l'arrêté du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Vu l'avis n° 24 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 7 avril 2022;

Vu le « test genre » réalisé, le 19 février 2022 conformément à l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 février 2022 ;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'avis n° 71.573/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'en exécution de l'article 54 du décret abrogé du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse le personnel des services agréés du secteur de l'Aide à la Jeunesse pouvaient bénéficier d'une allocation de fin d'année calculée sur base des dispositions accordant une telle allocation aux agents de la fonction publique du Gouvernement de la Communauté française ;

Considérant que la disposition prévue au point A., 3°, a), de l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française abrogé du 11 juin 2004 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services privés de formation et de perfectionnement visés à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse prévoyait que les services agréés pouvaient octroyer une allocation de fin d'année calculée sur la base des dispositions accordant une telle allocation aux agents de la fonction publique du Gouvernement de la Communauté française, conformément aux articles 19 à 21 de l'arrêté du 11 juin 2004 précité ;

Considérant que l'article 149, § 9, du décret du 18 janvier 2018 précité habilite le Gouvernement à déterminer les modalités de calcul et d'octroi des subventions des services agréés ;

Considérant que ni l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 précité ni l'arrêté du 13 février 2019 précité ne permettent aux services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 précité de justifier l'utilisation de la subvention de frais de personnel par le paiement de l'allocation de fin d'année, contrairement à ce que prévoyait l'exécution de l'article 54 du décret abrogé du 4 mars 1991 précité ;

Considérant qu'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement d'intégrer le montant de l'allocation de fin d'année dans le calcul de la subvention pour frais de personnel, de sorte que le présent arrêté vise à préciser que les services agréés ont la faculté de justifier l'octroi de ladite allocation en utilisant le reliquat de la subvention pour frais de personnel restant pour le triennat en cours ;

Considérant qu'en sa séance du 6 mai 2021, le Gouvernement a modifié l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse française, en permettant aux services agréés d'allouer l'allocation de fin d'année ; qu'il y a toutefois involontairement omis les services de formations visés à l'article 145 du décret précité ;

Considérant qu'il convient d'octroyer de manière égalitaire à tous les services agréés du secteur de l'Aide à la Jeunesse les mêmes droits anciennement acquis, tels que l'octroi d'une allocation de fin d'année ;

Considérant que le personnel des services agréés a touché cette prime durant plusieurs années, la nouvelle réglementation porte atteinte à un droit acquis, désormais les institutions ne peuvent justifier la dépense comme frais de personnel, et doivent verser la prime sur leurs fonds propres ;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux services de formation et de perfectionnement du secteur de l'Aide à la Jeunesse de verser une allocation de fin d'année à son personnel selon le solde restant de la subvention définitive pour frais de personnel, à l'instar de ce prévoyaient les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 précité ;

Considérant qu'une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019 permettrait aux services agréés de justifier cette dépense comme frais de personnel et de ne pas s'acquitter de cette dépense sur leurs fonds propres, ce qui mettrait certaines institutions en difficulté ;

Considérant que les services agréés, dans le cadre du triennat peuvent justifier des dépenses relatives à l'année 2019 ;

Considérant que la rétroactivité du présent arrêté se justifie par la nécessité de rétablir une disposition de soutien aux services agréés qui sont confrontés depuis 2019 à une dépense imprévue qui pèse désormais sur leurs finances et par extension sur leurs activités ;

Considérant la possibilité pour les services agréés d'utiliser la prime de fin d'années des services publics en justification de subventions pour frais de personnel pour l'année 2019, il s'avère nécessaire que l'arrêté entre en vigueur en 2019, et en tout cas, au moment où le paiement de la prime de fin d'année devra effectivement être envisagé et effectué par les services agréés, soit à partir du 1^{er} janvier 2019 et ce, afin d'en garantir la sécurité juridique ;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 27 de l'arrêté du gouvernement de la communauté française du 13 février 2019 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de formation et de perfectionnement visés à l'article 145 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1.- A partir du 1^{er} janvier 2019, la subvention pour frais de personnel visée à l'article 149, §1^{er}, 1° du décret peut être justifiée par l'octroi d'un avantage complémentaire consistant en une allocation de fin d'année calculée sur base des dispositions accordant une telle allocation aux agents de la fonction publique du Gouvernement de la Communauté française.

Seul le solde restant de la subvention provisionnelle pour frais de personnel octroyée pour le triennat en cours et non justifié par application des règles fixées par le Gouvernement pour l'utilisation de ladite subvention peut être affecté au paiement de cet avantage complémentaire et être accepté comme dépenses permettant de justifier celle-ci.

L'allocation visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas prise en considération pour le calcul de la subvention visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 3. La Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 6 juillet 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/15435]

6 JULI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de artikelen 145 en 149;

Gelet op het besluit van 13 februari 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Gelet op het advies nr. 24 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gegeven op 7 april 2022;

Gelet op de « gendertest » uitgevoerd op 19 februari 2022 overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 januari 2022 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 februari 2022 ;

Gelet op het overleg voorzien bij het kadertoesluitingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn ;

Gelet op het advies nr. 71.573/2 van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat ter uitvoering van artikel 54 van het opgeheven decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, het personeel van de erkende diensten van de sector van hulpverlening aan de jeugd een eindejaarstoelage kan genieten die berekend is op basis van de bepalingen die een dergelijke toelage toekennen aan ambtenaren van de regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de bepaling bedoeld in punt A., 3^o, a), van bijlage 1 van het opgeheven besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van de private vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld bij artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd voorziet dat de erkende diensten een eindejaarstoelage konden toekennen die berekend is op basis van de bepalingen die een dergelijke toelage toekennen aan de ambtenaren van de Regering van de Franse Gemeenschap overeenkomstig de artikelen 19 tot 21 van voornoemd besluit van 1 juni 2004;

Overwegende dat artikel 149, § 9, van voornoemd decreet van 18 januari 2018 de regering machtigt om de nadere regels voor de berekening en toekenning van subsidies voor erkende diensten vast te stellen;

Overwegende dat noch het hierboven vermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018, noch het hierboven vermelde besluit van 13 februari 2019 de vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het hierboven vermelde decreet van 18 januari 2018 toestaan het gebruik van de subsidie voor personeelskosten te rechtvaardigen door het betalen van het eindejaarstoelage, in tegenstelling tot hetgeen was bepaald bij de uitvoering van artikel 54 van het voormelde opgeheven decreet van 4 maart 1991;

Overwegende dat het niet de bedoeling van de regering is om het bedrag van de eindejaarstoelage te integreren in de berekening van de subsidie voor personeelskosten, zodat dit besluit beoogt te specificeren dat de erkende diensten de mogelijkheid hebben om de toekenning van de genoemde toelage te rechtvaardigen door het saldo van de subsidie aan te wenden voor resterende personeelskosten voor de lopende periode van drie jaar;

Overwegende dat de regering op haar vergadering van 6 mei 2021 het besluit van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming heeft gewijzigd, door de erkende diensten de mogelijkheid te geven de eindejaarstoelage toe te kennen; dat zij echter onvrijwillig de vormingsdiensten bedoeld in artikel 145 van voornoemd decreet weggelaten heeft;

Overwegende dat het passend is om op gelijke wijze aan alle erkende diensten van de sector van de hulpverlening aan de jeugd dezelfde rechten toe te kennen die voorheen werden verworven, zoals de toekenning van een eindejaarstoelage;

Overwegende dat het personeel van de erkende diensten deze premie gedurende meerdere jaren heeft ontvangen, dat de nieuwe regelgeving een inbreuk maakt op een verworven recht, dat de instellingen de uitgaven voortaan niet kunnen verantwoorden als personeelskosten en moeten de premie uit eigen middelen betalen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de vormings- en vervolmakingsdiensten van de sector van de hulpverlening aan de jeugd toe te staan een eindejaarstoelage te storten aan haar personeel overeenkomstig het resterende saldo van de definitieve subsidie voor personeelskosten, zoals voorzien bij de bepalingen van het hierboven vermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999;

Overwegende dat de inwerkingtreding op 1 januari 2019 de erkende diensten in staat zou stellen deze uitgaven als personeelskosten te verantwoorden en deze uitgaven niet uit eigen middelen te betalen, wat bepaalde instellingen in moeilijkheden zou brengen;

Overwegende dat de erkende diensten, in het kader van het triënnium, de uitgaven met betrekking tot het jaar 2019 kunnen rechtvaardigen;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van dit besluit gerechtvaardigd wordt door de noodzaak om opnieuw een ondersteuningsbepaling in te voeren voor erkende diensten die sinds 2019 te maken hebben gehad met onvoorziene kosten die nu op hun financiën wegen en bij uitbreiding op hun activiteiten;

Overwegende de mogelijkheid voor de erkende diensten om de eindejaarspremie van de overheidsdiensten te gebruiken om de subsidies voor personeelskosten voor het jaar 2019 te rechtvaardigen, is het noodzakelijk dat het besluit in 2019 in werking treedt, en in ieder geval wanneer de betaling van de eindejaarspremie daadwerkelijk moet worden overwogen en uitgevoerd door de erkende diensten, namelijk vanaf 1 januari 2019 en dit, om de rechtszekerheid te garanderen;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd,
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. In artikel 27 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de vormings- en vervolmingsdiensten bedoeld in artikel 145 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1/1.- Vanaf 1 januari 2019 kan de subsidie voor personeelskosten bedoeld in artikel 149, §1, 1° van het decreet, worden gerechtvaardigd door de toekenning van een bijkomend voordeel bestaande uit een eindejaarstoelage berekend op basis van de bepalingen die een dergelijke toelagen toekennen aan de ambtenaren van de regering van de Franse Gemeenschap.

Alleen het resterende saldo van de provisionele subsidie voor personeelskosten toegekend voor de lopende periode van drie jaar en niet gerechtvaardigd door toepassing van de regels die door de regering zijn vastgesteld voor het gebruik van die subsidie, kan worden toegewezen aan de uitbetaling van dit extra voordeel en worden aanvaard als uitgave om het te rechtvaardigen.

De toelage bedoeld in het eerste lid wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de subsidie bedoeld in § 1, eerste lid. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Art. 3. De Minister van Hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 6 juli 2022.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/41605]

14 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 14 octobre 2021 relatif au renforcement de la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre et aux bonnes pratiques non discriminatoires quant au genre dans le cadre des communications officielles ou formelles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 octobre 2021 relatif au renforcement de la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titres et aux bonnes pratiques non discriminatoires quant au genre dans le cadre des communications officielles ou formelles, les articles 1^{er}, § 1^{er}, et 4 ;

Vu les avis du Conseil de la langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques, donnés le 26 janvier 2022 et le 28 juin 2022 ;

Vu l'avis du Comité de suivi du plan « droits des femmes », donné le 19 mai 2022 ;

Considérant, le plan « droits des femmes » 2020-2024 adopté le 17 septembre 2020 et dont la mesure 2.12 vise à « Visibiliser les femmes dans l'usage de la langue française par les institutions » ;

Sur proposition de la Ministre de la Culture et des Droits des femmes ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Lorsqu'elles se rapportent à une femme ou à un ensemble composé de femmes, les formes féminines des noms de métier, fonction, grade ou titre reprises à l'annexe I sont appliquées dans les actes et communications visés à l'article 1^{er} du décret du 14 octobre 2021 relatif au renforcement de la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titres et aux bonnes pratiques non discriminatoires quant au genre dans le cadre des communications officielles ou formelles.

Art. 2. Les recommandations générales concernant les règles de féminisation, les techniques de visibilité des femmes ou de neutralisation du genre et le discours grammatical non discriminatoire quant au genre sont reprises à l'annexe II.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 1993 établissant les règles de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre est abrogé.

Art. 4. La Ministre de la Culture est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Bruxelles, le 14 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD